



## Je me souviens de la République

Jean-Pierre Albert

### ► To cite this version:

Jean-Pierre Albert. Je me souviens de la République. Cultures et folklores républicains, M. Agulhon (dir.), CTHS, pp.45-53, 1995. halshs-00369938

**HAL Id: halshs-00369938**

**<https://shs.hal.science/halshs-00369938>**

Submitted on 23 Mar 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Je me souviens de la République

Je suis né dans une école, et c'est dans une autre que j'ai passé mon enfance. La seconde, cadre de mes plus anciens souvenirs, était celle d'une commune rurale du Gers qui comptait environ quatre cents habitants dans les années 50. Le bâtiment massif, situé un peu à l'écart du village, regroupait en un ensemble passablement intriqué l'appartement des maîtres, les deux salles de classe et les locaux accueillant la mairie et le "cabinet du maire", une sorte de débarras où s'entassaient archives administratives, drapeaux, livres obsolètes de la bibliothèque scolaire et tout un bric-à-brac sur lequel j'aurai à revenir. La cuisine donnait directement sur la classe des grands, à l'étage le cabinet de toilette faisait face à la salle de la mairie. De la chambre où je dormais, j'entendais, les soirs de conseil municipal, le brouhaha franco-occitan des débats. Comme un écho différé de ces éclats sonores, les jours suivants étaient marqués par une odeur de tabac froid qui pénétrait jusqu'à mon lit. Mes parents, titulaires d'un de ces "postes doubles" de village qui constituaient à leurs yeux l'idéal d'une vie d'instituteurs laïques, avaient refusé l'emploi de secrétaire de mairie. Ils n'en étaient pas moins impliqués dans les affaires communales : je garde le souvenir d'une vie, à l'image de notre logement, tout entière située dans une proximité permanente de l'espace public. Mon père était un agent de la République, et je sentais bien de temps en temps qu'il cessait d'être *mon* père pour incarner cette fonction. De la même manière, la République sortait parfois de son état latent d'institution abstraite pour se mettre à exister dans des hommes, des gestes, des objets. C'est sur ces discrètes épiphanies que je voudrais exercer ma mémoire afin de restituer les contours de ce que Maurice Agulhon a si joliment appelé la République au village.

### 1. Les chiffres de la République

Cela pourrait commencer comme une parodie de Georges Perec : Je me souviens des lampions bleu-blanc-rouges aux fenêtres de l'école les soirs de 14 juillet.

Je me souviens du décamètre avec ses onze anneaux de laiton.

Je me souviens des litanies devant le monument au mort et des regards qui se tournaient vers mon copain Jacques Foch quand soudain retentissait le nom de son homonyme dans la liste des morts pour la France.

Je me souviens du chronomètre de mon père quand il nous entraînait pour le cross cantonal.

Souvenirs d'une enfance ou de la République ? C'est d'abord à l'école qu'elles se rencontraient. Inutile de citer les leçons d'histoire ou de morale : dans les années 50, elles

n'avaient plus la vigueur militante des temps héroïques. Et pourtant, de multiples manières, la République s'apprenait à l'école. Transportons-nous dans la classe des grands. Haut sur le mur, à droite, trônait le globe terrestre sur sa console semi-circulaire. D'un usage pédagogique limité, il semblait surtout fait pour signifier l'universalité et la globalité du savoir. Derrière le bureau du maître, un placard vitré contenait le matériel de chimie et les poids et mesures. Cette annexe miniaturisée du "pavillon de Breteuil à Sèvre" (un lieu saint que nous rêvions de visiter) nous découvrait plusieurs fois dans l'année les beautés du rationalisme décimal de la Révolution Française. La leçon sur les unités de mesure d'Ancien Régime nourrissait des sentiments de condescendance et de pitié. Quant à nous, nous savions jongler avec les décilitres et les hectogrammes, convertir les centimètres en hectomètres sans imaginer un seul instant que la plupart de ces unités n'avaient pas d'existence hors des murs de l'école. Nous avions pour le gramme, ce petit dernier dont nous connaissions si bien la famille de laiton et le logement à double rangée de niches, une affection comparable à celle que nous réservions au Petit Poucet. Les gros calibres avaient aussi leur charme. Les privilégiés qui avaient vu le poids de 10 kg, absent de notre collection, en parlaient avec un enthousiasme sans autre équivalent que celui de gamins dissertant sur la baleine bleue. Il y avait aussi la chaîne d'arpenteur de 10 m, que nous promenions dans la cour. Nous allions sur la route en pèlerinage auprès des bornes hectométriques, poussant parfois jusqu'au premier kilomètre. Assurément, la République était maîtresse de l'espace et, comme pour mieux nous en assurer, on nous faisait monter une fois par an à la mairie regarder le cadastre. Cette conviction prenait même un tour mystique à travers le récit de l'invention du mètre. Incapables de comprendre l'enjeu exact de la mesure d'un segment de méridien, nous en retenions surtout que le mètre était une fraction exacte de la dimension de la France, ou que celle-ci avait le bonheur de compter 1000 km justes du nord au sud...

La République était aussi maîtresse du temps. A l'école, il n'y avait d'autre heure que "l'heure légale" et il était interdit de mentionner seulement l'existence de "l'heure solaire". On était dans une période de transition, beaucoup de pendules étaient encore réglées sur le temps du soleil. C'est d'ailleurs à une heure que sonnait (et sonne encore) l'Angélus de midi. Il était d'usage de préciser dans les rendez-vous à quel type de décompte on se référait : "telle heure de la vieille", ou "de la nouvelle". Même les réunions du conseil municipal étaient annoncées dans le journal selon l'heure solaire, et cela rendait mon père furieux : il y voyait comme un mépris coupable de l'ordre républicain, de la part de ceux qui auraient dû l'incarner de façon exemplaire.

Car la République de l'Ecole n'était pas tout à fait celle de la population. Ce décalage était jugé inévitable par mes parents, dans la mesure où l'installation de l'esprit républicain était inséparable du progrès des Lumières. La cause de la raison et du

progrès, les instituteurs devaient la défendre dans leur classe, mais aussi vis à vis de la communauté locale. Soucieuse d'hygiène et de santé publique, ma mère introduisit dans le village le pain complet et milita pour les bains de soleil. Ayant passé dès la jeunesse le permis de conduire, elle encourageait les femmes à l'imiter. Ce n'est pas un hasard si elle devint en 1965 la première conseillère municipale élue dans la commune. Mon père, de son côté, était jaloux de défendre l'espace de l'Ecole contre tout ce qu'il jugeait être une incursion indue de la communauté. Cela doit s'entendre d'abord en un sens très concret : la cour de récréation, dépourvue de clôture, était le lieu des conflits les plus fréquents. La municipalité avait tendance à la considérer comme un espace commun parmi d'autres, faisant remiser sous un préau la trieuse de grains municipale ou la laissant envahir de tas de gravier destinés à l'amélioration des chemins vicinaux. Quand il y avait un mariage, elle servait de parking. Elle accueillait même, quelquefois, les barraques foraines de la fête locale. Après avoir perdu beaucoup de batailles, mon père gagna la guerre : la cour fut clôturée et pourvue d'un portail dissuasif. Arraché à la communauté locale, l'espace scolaire affirmait enfin son appartenance à cette communauté plus haute qu'est la Nation.

Ainsi, le respect de l'institution scolaire comme telle, de même que l'apprentissage de l'heure légale ou du système métrique, participait en quelque façon d'une pédagogie de l'universel inséparable de l'acceptation d'une norme étatique. Les chiffres de la République devaient supplanter ceux de la routine et du particularisme local. Ces chiffres, nous les retrouvions encore, contre le mur de l'école, dans le point géodésique, épaisse couronne de fonte entourant un oeil de porcelaine blanche où était inscrite l'altitude du lieu. Qui aurait cherché à le briser était menacé de punitions redoutables : mon père, ennemi de tout vandalisme, semblait particulièrement attaché à protéger ce timide relais d'un vaste programme scientifico-administratif. Il nous faisait aussi relever chaque jour la pression atmosphérique sur le baromètre à mercure et les températures maximale et minimale, que nous reportions sur des graphiques affichés au mur de la classe. Cela avait bien entendu un but éducatif. Mais, dans l'esprit de tous, ces mesures constituaient aussi une norme que l'on pouvait légitimement opposer aux valeurs obtenues sur de vulgaires thermomètres publicitaires ou baromètres de bazar.

Voilà donc le petit monde d'objets dans lequel existait pour nous, enfants, la République. Rarement nommée, elle n'en animait pas moins des prestiges de l'universel et d'une sorte de transcendance notre expérience à qui elle fournissait ordre et mesure. On saisira mieux la signification politique de cet environnement en examinant le système de polarités dans lequel il était situé.

## **2. La cloche et le canon**

Notre village ne brillait ni par l'impétuosité de l'esprit républicain, ni par celle de la dévotion. On allait assidûment à la messe mais la religion ne semblait guère déborder

sur les convictions politiques. A l'image d'un curé et d'instituteurs qui entendaient vivre en bonne intelligence (leurs jardins respectifs avaient vue l'un sur l'autre), chacun avait le civisme aussi discret que la foi : la façade de la mairie était même dépourvue de la devise républicaine et, dans la salle, il n'y avait pas de buste de Marianne. Ce que je vais dire n'a donc rien d'un nouveau chant à ajouter à l'épopée des rouges et des blancs. Les choses étaient plus feutrées que des batailles -aptes peut-être, dans ces demi-teintes, à révéler des enjeux politiques souvent inaperçus.

Témoignage possible d'une rivalité bien émoussée de cloches et de clochers, la façade de la mairie était surmontée d'un clocheton métallique sommé d'un long paratonnerre et abritant une cloche depuis longtemps privée de corde (pour les entrées et les sorties, mon père utilisait un sifflet métallique, sorte de flûte de Pan réduite à deux tuyaux). Le paratonnerre nous fascinait. Nous spéculions sur l'ampleur du territoire qu'il protégeait : la maison ? le village ? la commune tout entière ? Sa pointe, disait-on, était en platine. C'était, bien entendu, le seul paratonnerre de la commune et son association à l'Ecole et à la République était comme un symbole du progrès. Surtout que, chez nous comme ailleurs, l'usage voulait que l'on sonne les cloches pendant les orages. Cette superstition, régulièrement dénoncée en classe, contribuait à repousser la cloche dans un espace exclusif de celui où l'on se confiait non pas à Dieu, mais à Benjamin Franklin.

Cette incompatibilité de la cloche et de l'école avait une réalité plus sensible. Le curé sonnait à midi, les jours de catéchisme, afin de rafraîchir la mémoire de ses élèves. Si par cas il avait un peu d'avance, mon père ne manquait pas de le faire remarquer. Pour les mariages et les enterrements célébrés pendant le temps scolaire, c'était encore la sonnerie des cloches qui donnait le signal du départ aux enfants de chœur. Mon père avait réduit leur nombre à deux en ces circonstances et exigeait qu'ils reviennent en classe sitôt la cérémonie terminée. Sa conception de la coexistence pacifique de l'Ecole et de l'Eglise était assez pointilleuse, il veillait tout particulièrement à éviter les empiètements injustifiés.

De façon générale, les cloches n'avaient pas d'usage laïque, à l'exception du rarissime tocsin en cas d'incendie. Elles ne sonnaient à grande volée que pour les fêtes religieuses et non, par exemple, le jour du 14 juillet. Pour cette date et pour ouvrir la fête locale, il y avait le canon. C'était un petit canon monté sur un affût et des roues métalliques, remisé sous le plancher de la classe des grands. La seule personne habilitée à le servir était le garde-champêtre. On racontait qu'en d'autres temps, cette tâche avait été confiée aux jeunes gens qui se la seraient vu retirée en raison de leurs imprudences répétées. Dans la soirée, donc, Ferdinand, le garde champêtre, allait quérir poudre noire et mèche lente dans le "cabinet du maire", roulait le canon au milieu de la cour de récréation et commençait à le charger. Une fois introduite la poudre et disposée la mèche qui ressortait par un trou dans la culasse, le plus long était d'enfourner par la

gueule du papier journal et de le tasser à l'aide d'un bâton. Ferdinand avait très peur que tout n'explose. Aussi, avant de procéder à la mise à feu, faisait-il éloigner les badauds. Sitôt la mèche allumée, il se réfugiait lui-même derrière un arbre. Ça pétait assez fort. Il recommençait deux ou trois fois. Les affiches de la fête annonçaient "Salves d'artillerie".

Ce canon était vraiment la voix de la République. On pourrait s'étonner de le voir associé à la fête patronale, mais celle-ci avait perdu tout caractère religieux. Notre saint, un obscur évêque des temps mérovingiens, bien que figuré sur un vitrail de l'église, était inconnu d'une bonne partie des fidèles et ne faisait l'objet d'aucune dévotion particulière. Sa fête avait donc glissé du côté des célébrations profanes. Le comité chargé de l'organiser -une des rares associations existant dans la commune et la plus importante avec la société de chasse- avait, en son principe, une vocation sportive : il s'agissait d'une *Union Vélocipédique* dépourvue à l'époque dont je parle du moindre adhérent qui fût coureur cycliste. Du moins une course de vélos demeurait-elle une attraction obligée de la fête et les sommes offertes pour les "primes", portées à la connaissance de tous par haut-parleur, permettaient à chacun d'exister pour les autres dans une posture honorable.

Ces détails n'auraient pas une grande importance s'ils ne suggéraient une sorte de polarité entre les expressions de la collectivité associées à l'Eglise et, à travers le sport et une référence à l'armée, ses expressions laïques. De même que le canon, la retraite aux flambeaux qui ouvrait la fête locale est à situer du côté des fastes militaires. Les lampions utilisés étaient ceux du 14 juillet et, comme pour mieux marquer leur lien avec l'espace civique, ils étaient conservés dans le "cabinet du maire", à côté des drapeaux dont ils reprenaient les couleurs. Et c'est bien de l'univers du sport que relevait le sifflet de l'instituteur, qui rythmait nos récréations aussi bien que l'arbitrage des matches de volley ball. Le sport à l'école, c'était encore une occasion de manier la chaîne d'arpenteur pour étalonner la longueur des épreuves de course, le double-mètre au sautoir, le chronomètre. Les poids de lancer (3kg pour les filles, 4 pour les garçons) entraient dans une annexe du Pavillon de Breteuil. Nous participions chaque année au cross cantonal et, lorsque nous étions sélectionnés, au cross départemental. Cette ascension dans la pyramide des divisions administratives était comme une révision des leçons d'instruction civique. Une fois, nous avons gagné. Un fanion glorieux accroché au mur au dessus du tableau commémorait encore l'événement quand je suis entré en sixième.

Si le sport ne constitue pas en lui-même une pièce de l'arsenal républicain (il peut aussi bien être investi par des associations d'inspiration cléricale), il n'en va pas de même de la référence rituelle aux armées de la République et à leurs héros. De fait, les trois grandes dates du calendrier républicain ont une forte connotation militaire. Mais, si l'on excepte le 14 juillet, il s'agit aussi de fêtes des morts. Et c'est dans leur ombre qu'il nous fallait parcourir, avec la bénédiction de la communauté tout entière, un chemin qui nous conduisait aux portes de l'église.

### **3. Epreuves du sacré**

Le 8 mai et le 11 novembre, ma mère mettait un chapeau de dame. Dès le matin, tous les écoliers, endimanchés et munis d'un bouquet, se retrouvaient dans la cour de l'école. Il va sans dire que leur présence était obligatoire. Les anciens combattants descendaient le drapeau et son baudrier du cabinet du maire. On vendait le "bleuet de France". Nous nous mettions en rang par deux, les plus jeunes devant, les hommes derrière en une cohorte bavarde. Il n'y avait que peu de femmes. Pour aller jusqu'au monument aux morts, sur la place de l'église, nous empruntions le chemin des cortèges de noces. Notre procession, lente et silencieuse, était parfaitement ordonnée. Arrivés au monument, nous nous rangions en demi-cercle pour la cérémonie de l'appel des morts. Nous entendions avec une réelle émotion la liste des victimes des deux guerres mondiales auxquelles s'ajouta, en 1958, un soldat tué en Algérie. Pour un instant, le monument aux morts, décoré de drapeaux, se mettait à exister comme un lieu sacré, il n'était plus ce repère familial de nos jeux, avec sa grille si commode pour appuyer les bicyclettes. Mais la tension retombait vite. Tandis que deux jeunes femmes ramassaient au hasard une partie des bouquets pour les déposer au pied de la stèle, mon copain Jacques Foch me glissait invariablement entre les dents : "Tu paries qu'elles prendront pas le mien ?" Deux ou trois gerbes étaient déposées par le maire et les anciens combattants. Nous continuions ensuite par le chemin des morts, car il fallait aller fleurir le cimetière. Le cortège perdait en route beaucoup de sa belle ordonnance. Le drapeau, suivi d'une petite délégation d'anciens, s'inclinait devant chaque tombe de soldat, comme il le ferait lors de leur propre enterrement. Sortis du cimetière, nous redescendions en un flot irrégulier jusqu'à l'église. Là, mes parents nous abandonnaient. La plupart des anciens combattants, le maire et le conseil municipal assistaient à l'office.

Comme dans beaucoup de communes, on retrouvait dans l'église une réplique du monument aux morts. Il y avait aussi un vitrail votif représentant un mort de la guerre de 14-18 et une statue de Jeanne d'Arc. De manière un peu différente, les deux guerres mondiales avaient ainsi leur place dans l'espace religieux. Les morts avaient fini de pacifier les relations de l'Eglise et de l'Etat. Du moins ces deux acteurs symboliques tendaient-ils à s'effacer au profit de la communauté locale, qui n'avait aucune raison de scinder en deux moitiés rivales une sacralité tenant plus aux morts eux-mêmes qu'aux figures transcendantes de Dieu et de la République. Seule l'Ecole se tenait un peu à l'écart de cette ultime fusion. En ces pieuses matinées, le retrait progressif des instituteurs était peut-être le geste qui signifiait le mieux le principe intangible de la laïcité républicaine.

La célébration du 14 juillet avait une tout autre couleur. Elle se faisait le soir, dans la cour de l'école, et le centre du rituel était la préparation du "punch municipal" par le

garde-champêtre. Avant d'aller plus loin, je dois dire quelques mots de cet étrange fonctionnaire. Ferdinand était tailleur de son métier et, comme beaucoup d'artisans ruraux, il avait aussi quelques terres. La liste disparate de ses rôles publics, qui amusait beaucoup mon père, me semble avec le recul d'une étonnante densité symbolique. Ferdinand était véritablement le maître de l'espace et du temps collectifs, le maître de l'ordre et de la mesure. Car c'était lui qui assurait le service du pont-bascule municipal, lui qui remontait l'horloge de l'église et, on l'a vu, ouvrait au canon les heures festives. Il n'est pas étonnant qu'une fois parti notre dernier curé, il ait aussi assumé les fonctions de carillonneur : avec lui, phénomène assez rare, cette charge est devenue un emploi municipal et l'est restée. Ferdinand était par ailleurs chargé d'inscrire à la craie les annonces officielles sur un tableau noir appuyé contre le mur de la boulangerie. Quant à sa fonction de garde-champêtre, il l'exerçait surtout, un képi sur la tête, à l'encontre des nomades qui ne respectaient pas les arrêtés municipaux régissant leur stationnement.

Et il faisait le punch du 14 juillet. Vers sept heures du soir, aidé de sa femme qui devint ensuite la cuisinière de la cantine scolaire, il descendait du "cabinet du maire" une table sur tréteaux, quelques douzaines de verres et une bassine en aluminium. Chaque conseiller municipal lui avait apporté les jours précédents un litre d'armagnac. Les onze bouteilles étaient versées dans la bassine avec du sucre, des tranches de citron et de la cannelle. Puis il y mettait le feu et, contrariant parfois les flammèches bleutées, il remuait longuement le mélange avec une louche. A la nuit tombée, le public arrivait. Les années où l'on ne se contentait pas d'un tourne-disque, le misérable orchestre (de ceux qu'on louait pour les mariages) jouait la Marseillaise à l'accordéon. Le brûlot, éteint depuis quelques moments, était encore tiède. Chacun s'approchait pour en avoir un verre. Les enfants y goûtaient. C'était délicieux. Cette communion républicaine était et reste encore l'élément invariable du rituel. Pour nous, enfants, l'essentiel était ailleurs. Nous nous retrouvions dans cette cour d'école si familière dont la nuit redessina l'espace. Nous jouions à cache-cache dans la pénombre, nous dansions, nous courions dans une sorte d'ivresse qui ne devait pas grand chose à la gorgée de punch qu'on nous avait concédée. Mais il était de bon ton de jouer à l'ivrogne. A défaut le plus souvent de les vivre, nous propagions des rumeurs d'amours clandestines et de baisers furtifs. Le 14 juillet correspondait, à l'époque, à la fin des classes et cet ultime retour à l'école prenait la forme d'une agréable transgression. Certes, nous n'avions pas droit aux pétards, dont mon père, par un incroyable abus de pouvoir, avait interdit *de facto* l'usage dans la commune. Mais nous venions affirmer dans l'espace de l'école une liberté retrouvée, dont la conquête de la nuit était l'expression la plus saisissante. Ainsi la République nous offrait-elle libéralement des moments initiatiques, que nous savions aussi grappiller sous l'égide de l'Eglise, lorsque les offices du Mois de Marie nous réunissaient sur la place du



village à la tombée de la nuit et que nous retardions, en de longues parties de cache-cache, l'heure d'aller somnoler sur le Rosaire et les Litanies de la Vierge.

Voilà donc mes souvenirs de la République. Mes souvenirs d'enfance. Dans les années qui ont suivi, j'ai continué à suivre les cérémonies du monument aux morts avec la conscience d'accomplir un devoir civique. Il me restait à découvrir, ce qui ne tarda pas, que l'espace public était aussi celui des affrontements politiques. J'avais seize ans lors des élections présidentielles de 1965 et c'est alors que tout bascula. Mais cette nouvelle conscience se forgea, non plus dans la fréquentation des lieux sacrés de notre "République au village", mais devant le poste de télévision que nous venions d'acquérir. Ce nouvel acteur de la République -suivre la campagne électorale était devenu chez nous une sorte de rituel civique qui réunissait toute la famille devant le poste- n'annulait cependant pas la valeur de ses relais locaux. Avant même de pouvoir voter, je devins un fidèle des dépouillements électoraux. Le maire lisait les bulletins avec dans le ton quelque chose qui rappelait la cérémonie de l'appel des morts : il prenait sa voix officielle, ses mots n'étaient pas une parole (adressée par lui à quelqu'un), il était la voix de l'institution. L'essor du rituel vers une transcendance républicaine restait cependant comme entravé par une difficulté d'ordre symbolique. Notre mairie, je l'ai dit, n'avait pas de buste de Marianne mais, au début des années 60, elle se trouva dotée d'un portrait officiel du général de Gaulle : usage à ma connaissance sans précédent, repris depuis lors par tous nos Présidents. Après 1965, cette photographie devint insupportable à une partie de la gauche villageoise -quelques communistes et des membres d'une variété locale du PSU qui se signalait par une sorte d'irrédentisme anti-gaulliste. On se mit à parler d'une souscription pour acheter une Marianne, les plus acharnés envisageaient une expédition nocturne pour maculer le portrait honni qui occupait en somme la place de la République. Pour calmer le jeu et éviter un scandale dans lequel elle se doutait que je serais impliqué, ma mère, à cette époque conseillère municipale, profita d'une visite au chef-lieu de canton en compagnie du maire pour acheter une Marianne en plâtre, dont le retrait du Général de Gaulle effaça bientôt les enjeux.

Voilà comment la République entra en personne dans notre village. J'espère avoir montré qu'elle y régnait depuis longtemps de bien d'autres manières.

